

Consultation sur la future politique climatique de la Suisse

La politique climatique internationale a complètement changé le 12 décembre 2015. En concluant l'Accord de Paris, tous les Etats de la planète se sont engagés à contribuer à empêcher un changement climatique de plus de 1.5°C ou même 2°C. **Ne rien faire serait extrêmement cher.** Lutter ultérieurement contre les menaces climatiques coûterait jusqu'à dix fois plus cher qu'en agissant immédiatement pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES)¹. Des effets de basculement irréversibles augmentent en outre de façon plus que proportionnelle les dangers du réchauffement. De tels effets peuvent déjà avoir lieu avec un réchauffement de moins de 2°C².

La Suisse en tant que pays alpin avec une tendance au réchauffement au-dessus de la moyenne est particulièrement exposée. Des mesures insuffisantes ne font pas seulement augmenter les coûts de la lutte contre les dangers (crues, espèces invasives comme les moustiques tigres, les feux de forêt, les atteintes à la santé et les pertes de productivité par des vagues de chaleur, pertes de récoltes, érosion en montagne). Des paysages alpins, forestiers et lacustres emblématiques de la Suisse pourraient également changer de façon durable.

Le **budget CO₂ en diminution de la Suisse, et du reste du monde**, compatible avec l'Accord de Paris montre que l'urgence est grande. Depuis la conclusion de l'Accord de Paris, des événements météorologiques extrêmes nous le rappellent continuellement. Mais de nombreuses nouvelles sur des développements positifs en matière de protection du climat nous donnent aussi du courage³.

Ni cette urgence ni l'enthousiasme de la transition énergétique planétaire ne se retrouvent malheureusement pas dans ce projet de révision de la Loi sur le CO₂. **On nous propose surtout de « continuer comme par le passé ».** Une contribution appropriée de la Suisse à la mise en œuvre de l'Accord de Paris nécessite des mesures qui vont plus loin dans tous les domaines.

¹ Stern, Review on the Economics of Climate Change, 2006; OECD, Economic Consequences of Climate Change, 2015. Voir aussi les travaux de la Global Commission on the Economy and Climate en ce qui concerne les charges et les produits en matière de protection du climat. <http://newclimateeconomy.report/>

² Des récifs de corail très importants pour la diversité biologique, la pêche et le tourisme ne survivraient pas à un réchauffement climatique de 2°C, et les glaciers de montagne sont déjà menacés : <https://www.pik-potsdam.de/aktuelles/pressemitteilungen/implosion-der-fossilen-industrien-und-explosive-entwicklung-der-erneuerbaren-kann-paris-zum-erfolg-machen>

³ Juillet et août 2016 ont été les deux mois les plus chauds jamais mesurés et 2016 pourrait battre le record de chaleur de 2015 : <http://public.wmo.int/en/media/news/extraordinary-global-heat-continues>
Les effets sont déjà visibles sous forme de conflits guerriers, pertes de récoltes et blanchiment de coraux : <http://climateneutralnetwork.net/dire-climate-impacts-unheeded/>

La transition énergétique planétaire fait simultanément de grands progrès. Les investissements dans les énergies fossiles ont connu un recul historique de 25 %, ceux dans les énergies renouvelables ont augmenté de 30 %. <http://climateneutralnetwork.net/fossil-fuels-investment-nosedive/>

L'évaluation détaillée du projet se trouve dans le questionnaire. Elle se base sur le **Masterplan climat 2016⁴ de l'Alliance Climatique Suisse. Il montre avec deux études de fond et un document de synthèse la façon dont la Suisse peut réduire de 60 % d'ici 2030 ses émissions au niveau national** et utiliser les leviers appropriés pour aller plus loin. Les critères suivants servent de base à l'évaluation des objectifs et des mesures :

1. Efficacité en matière de politique climatique avec les connaissances scientifiques et l'Accord de Paris en tant que lignes directrices.
2. Conformité à la politique internationale en tenant compte des émissions historiquement et actuellement très élevées de la population suisse, mais aussi de ses possibilités économiques et techniques⁵.
3. Rentabilité économique, car protéger le climat signifie renoncer largement aux énergies fossiles. La Suisse important entièrement ces sources d'énergie, elle peut en profiter particulièrement fortement. Et la Suisse devrait encore plus fortement tenir compte des coûts qu'elle évite ainsi.

Les autres éléments mis en consultation :

Nous sommes critiques à l'égard d'une adhésion au Système européen d'échange de quotas d'émissions (SEQE). La politique n'a jusqu'ici pas été en mesure de structurer le système de façon à ce qu'il contribue de façon substantielle à la protection du climat. Ses avantages ne sont en outre pas clairs pour la Suisse.

La ratification de l'Accord de Paris devrait être une évidence. Une ratification rapide est à saluer.

⁴ <http://www.klima-allianz.ch/masterplan-climat/>

⁵ Une modélisation de cette responsabilité a par exemple été présentée par le Stockholm Environmental Institute (www.gdrights.org/calculator). En ne tenant compte que des émissions depuis 1990 et en se limitant à un objectif de 2°C, la Suisse devrait s'engager à une réduction globale de 200 millions de tonnes de CO₂ par année ou le septuple de la valeur actuellement proposée. <http://www.wwf.ch/fr/actualites/medias/communiques/?1904/Climat-la-Suisse-doit-en-faire-plus-Six-fois-plus>